

enseignement agricole plus étendu et plus pratique ?

Enfin, il y a les expositions qu'organisent chaque année les sociétés d'agriculture. Ce sont les expositions agricoles par excellence, celles des cultivateurs. Nous les étudierons un peu. Un mot d'abord des sociétés d'agriculture.

Les sociétés d'agriculture sont d'assez vieilles institutions. Elles datent, les premières, j'entends, de l'Union de Baldwin et de Lafontaine. Celle du comté des Deux-Montagnes est une des plus vieilles et des plus prospères de la province. N'est-il pas privilégié le comté ? N'a-t-il pas eu ses patriotes en 37, Papineau comme député, plus près de nous, des chefs célèbres.....

Les sociétés d'agriculture, dis-je, remontent à l'Union. Elles ont donc eu le temps de se multiplier. On en compte aujourd'hui 86. Certains grands comtés en ont deux et même trois.

Ces sociétés, telles que conçues par les rédacteurs de leurs règlements, devaient faire beaucoup pour l'avancement de l'agriculture. Elles en ont même préféré dormir un peu le long de la route vers le progrès, vers l'idéal rêvé par les fondateurs. Celles qui travaillent s'en tiennent à une exposition de grain de semence, l'hiver, à un concours de récoltes sur pieds — un octroi spécial les décide — à l'achat de quelques reproducteurs et, surtout, à une exposition d'automne.

Si l'exposition d'automne est l'article principal dans le programme des sociétés d'agriculture, il va sans dire que là doit se trouver le gros de l'enseignement agricole. Or, celui-ci — nous parlons en général — y est faiblement représenté. C'est une exposition, rien de plus: des objets morts dans des cages barrées.

S'il nous était donné d'en faire la critique — en général encore — nous dirions qu'elles cherchent trop à imiter les expositions de villes, qu'elles sortent de leur originalité, consacrent trop de temps aux courses de chevaux, allument dans le cœur des concurrents, des adversaires, des sentiments pas toujours généreux, ne s'occupent pas assez au moyen d'une bonne réclame et d'installations appropriées, d'enseignements proprement dits.

Pourquoi pas un pavillon pour l'enseignement agricole où l'on exposerait — sans entasser — les produits agricoles, domestiques, etc., dont se serviraient les instructeurs pour donner des démonstrations pratiques ?

Les services du ministère, des écoles d'agriculture, celles-ci dans leur région, feraient leur quote-part au moyen de collections, tableaux, etc.

En un mot, pourquoi pas des cours agricoles au moyen des produits exposés ?

Le sujet n'est pas épuisé. D'autres plus compétents mettront les choses au point, sans doute.

Firmin Létourneau,

Prof. à l'Institut agricole d'Oka.
(Le Devoir)

PAS CELLE-LÀ !

Depuis longtemps nous supplions la classe agricole de s'unir pour être plus forte, plus prospère. La guerre, féconde en innombrables leçons, est venue accentuer le besoin de coopération en agriculture. Mais rien ne nous prescrivait de singer les associations agricoles neutres de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. La province de Québec est assez fournie de cultivateurs pour avoir son **Boerverein** à elle, conforme au caractère, aux traditions et à l'idéal de ses habitants, quitte à s'entendre au besoin, par manière de **cartel** avec les groupements agricoles de l'extérieur.

Or, voilà que dans la région de Saint-Hyacinthe, où fleurit déjà un beau mouvement coopératif dirigé par M. l'abbé Allaire, Damien Bouchard, politicien de genre, s'intronise bruyamment organisateur **d'habitants** sur le modèle des **United Farmers** des provinces anglaises.

Du coup, nous voilà aux prises, dans le champ agricole, avec la neutralité qui fait déjà tant de mal à nos ouvriers et dans la mutualité.

Est-ce une résolution prise par Damien lors d'un récent voyage dans l'Ouest ?

Ce politicien n'est pas à sa place chez les cultivateurs. Le fait d'être l'enfant gâté du **Marché à foin** ne suffit pas à lui donner un mandat pour organiser les cultivateurs en vue de faciliter les **relations sociales**, l'étude des questions économiques et **sociales** par des **discussions**, des **conférences**, par la diffusion de **pamphlets**.. **l'établissement de bibliothèques**.....

Il est difficile, de loin, de juger de l'importance du mouvement lancé par Bouchard, qui est **bluffer** autant qu'arriviste. Nous souhaitons aux cultivateurs embrigadés de comprendre et de se ressaisir. La politique, qui commande trop impérieusement, parfois, sur un terrain qui lui est étranger, dans la région maskoutaine, doit être réduite au silence aux délibérations de l'organisation agricole..... De grâce, cultivateurs de Saint-Hyacinthe, rappelez-vous que vos actes, sur ce point, intéressent prochainement vos confrères de toute la province, et ne vous laissez pas acculer à une organisation que les cultivateurs d'ailleurs devront combattre.

La politique, le politique qui vous harangue, sont de trop dans l'organisation de vos forces.

BEURRE ET PAIN

Notre journal a protesté vigoureusement l'autre jour contre la hausse constante du coût du beurre, hausse d'autant plus injustifiable et malhonnête qu'elle a commencé de se produire moins d'une semaine après que le commissaire des vivres

Thomson nous eut affirmé que le réquisitionnement du nouveau beurre fabriqué au pays n'aurait pas pour effet de faire monter les prix de l'ancien. Nos protestations ont été vaines. Le beurre que l'on payait il y a quelque temps 45 et 48 sous la livre se vend aujourd'hui jusqu'à 60. Et l'augmentation s'accroît sans cesse, quoique ce produit soit en abondance dans les entrepôts.

Les profiteurs de guerre — car il est impossible de ne pas voir que c'est bien cette engeance méprisante qui nous tient encore une fois la dragée haute — les profiteurs de guerre continuent à se livrer impudemment et impunément à leurs fructueuses opérations.

Etant donné l'emploi d'une quantité considérable de succédanés dans la fabrication de cet autre article de première nécessité, le pain, on aurait pu croire qu'il se vendrait désormais à un prix raisonnable. Il n'en est rien. Le pain, comme le beurre, est actuellement plus cher que jamais.

Entre-temps, les grandes minoteries canadiennes se font de beaux bénéfices et payent à leurs actionnaires des dividendes et des bonus de douze et quinze pour cent, quand ce n'est pas davantage.

Au lieu de venir en aide aux pauvres consommateurs pressurés par des êtres sans pitié, le gouvernement fédéral aggrave encore leur situation en imposant une lourde taxe sur le pain qu'ils mangent trois fois par jour. C'est ainsi que, sur un capital en actions ordinaires de \$2,500,000, les actionnaires d'une compagnie ont touché \$675,000 en dividendes et bonus tandis que l'impôt sur le revenu et la taxe sur les profits de guerre rapportaient au gouvernement la jolie somme de \$700,000. Il suffirait d'une petite addition pour connaître le résultat de pareilles manigances si le contribuable de ressources modestes ne s'était pas aperçu depuis longtemps qu'il paye plus souvent qu'à son tour.

Qu'on vienne dire, après cela, que nos gouvernants ne font rien pour réduire le coût de plus en plus élevé de la vie !

(«La Tribune», Sherbrooke).

LES EPLUCHETTES DE BLE-D'INDE

Voilà une fête bien locale, bien canadienne, bien à nous, une fête que, par son caractère même, on ne connaît pratiquement pas chez les autres peuples.

Et, c'est avec intention que j'appelle une fête ce qui, en réalité, est plutôt une corvée; car, nos pères savaient le tour de rendre agréable une tâche imposée par les besoins de l'heure, par la fertilité du sol, par l'abondance de la moisson.

D'autre part, je trouve d'autant plus de charme à parler aujourd'hui de cette fête bien connue de nos populations rurales